

Australie : l'ONU empêchée de visiter plusieurs prisons, suspend sa mission anti-torture

Par Le Figaro avec AFP
Publié il y a 3 heures,
Mis à jour il y a 2 heures

[Écouter cet article](#)

00:00/02:37



L'État le plus peuplé du pays a refusé aux inspecteurs de l'ONU l'accès à une petite prison, selon la délégation onusienne.

nmann77 / stock.adobe.com

L'ONU a annoncé avoir suspendu lundi 24 octobre sa mission anti-torture en Australie, après que ses inspecteurs ont été empêchés de visiter plusieurs prisons et centres de détention de l'île-continent.

Les inspecteurs de l'ONU - venus visiter des centres pénitentiaires dans le cadre d'un accord volontaire visant à prévenir la cruauté envers les détenus - ont déclaré avoir pris cette «*décision drastique*» après s'être vus refuser l'accès à «*plusieurs lieux où des personnes sont détenues*» ainsi qu'à «*des informations adéquates et documents*», malgré leurs demandes.

«Aucune excuse»

L'inspectrice principale Aisha Muhammad, juge de la cour suprême aux Maldives, a estimé que l'Australie se trouvait «*en violation claire*» de ses obligations internationales. «*En dépit de nos nombreux efforts pour expliquer notre mission préventive, cela n'a été clairement pas compris*», a-t-elle déploré. Seuls trois autres pays - le Rwanda, l'Azerbaïdjan et l'Ukraine - ont ainsi vu les missions anti-torture de l'ONU suspendues ou reportées.

L'Australie a ratifié en 2017 le protocole facultatif à la Convention des Nations unies contre la torture (OPCAT), engageant le pays à des réformes protégeant les détenus et soumettant les installations à des inspections. «*Il n'y a aucune excuse vraiment*» pour expliquer «*pourquoi on a fait obstacle à la délégation*», a déclaré à l'AFP Steven Caruana, qui a coordonné l'organe australien de surveillance du respect de la Convention.

«*L'Australie a eu près de cinq ans pour se préparer à cette visite. L'Australie devra maintenant répondre de cette débâcle embarrassante devant le comité des Nations unies contre la torture*», a-t-il déclaré. Ce refus s'expliquerait par un désaccord entre le gouvernement fédéral et les États australiens chargés d'appliquer la Convention.

Violations des droits humains

La Nouvelle-Galles du Sud et le Queensland, deux États de l'est australien, ont réclamé davantage de financement du gouvernement fédéral. Le premier, le plus peuplé du pays, a refusé aux inspecteurs de l'ONU l'accès à une petite prison, selon la délégation onusienne. Le second leur a interdit de visiter les unités de patients hospitalisés à l'intérieur des établissements de santé mentale, selon le département de santé du Queensland.

Les prisons, les centres de détention pour jeunes et les complexes d'immigration australiens sont régulièrement accusés de violations des droits humains, en particulier à l'encontre des communautés aborigènes. L'Australie a jusqu'à janvier 2023 pour remplir ses obligations. Aucune sanction n'est prévue en cas de dépassement de ce délai, mais le pays pourrait être inscrit sur une liste de nations non conformes qui suscitent d'importantes préoccupations en matière de droits humains.

À VOIR AUSSI - «Un signal fort à la région»: le Japon et l'Australie signent un pacte de sécurité historique